

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet COMMERCIAL PATENT DATABASE ACCESS		
Solicitation No. - N° de l'invitation U8106-131051/A	Date 2013-08-22	
Client Reference No. - N° de référence du client U8106-131051		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$PI-012-63356		
File No. - N° de dossier pi012.U8106-131051	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-01		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Picco(pi div.), Robert		Buyer Id - Id de l'acheteur pi012
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-9564 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5454	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF INDUSTRY CANADA 50 VICTORIA ST, ROOM 811-B PATENT EXAMINATION, DEPUTY DIRECTOR ATT: LILLO GIARDINA Gatineau Quebec K1A0C9 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Information Products/Produits d'information


11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III, 6B3

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

<div>  <div> <div>Public Works and Government Services</div> <div>Canada</div> </div> </div>		<div> <div>Travaux publics et Services</div> <div>gouvernementaux Canada</div> </div>		<div> <div>Document No.U8106-131051/A</div> <div>Part - Partie 1 of - de 2</div> </div>		<div> <div>See Part 2 for Clauses and Conditions</div> <div>Voir Partie 2 pour Clauses et Conditions</div> </div>		<div> <div>Unit Price/Prix unitaire</div> <div>FOB/FAM</div> </div>		<div> <div>Del. Offered</div> <div>Liv. offerte</div> </div>	
Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte		
1	COMMERCIAL PATENT DATABASE ACCESS ADDITIONAL ONE-YEAR PERIODS.	U8106	U8106	1	LOT	\$	\$	See Herein			

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Responsables
5. Paiement
6. Instructions relatives à la facturation
7. Attestations
8. Lois applicables
9. Ordre de priorité des documents
10. Assurances
11. Formation sur place
12. Sécurité
13. Disponibilité de l'outil de recherche

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Modalités de la licence pour l'en ligne produits de information de Canada
Annexe D	Critères de l'évaluation

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les Modalités de la licence pour l'en ligne produits de information de Canada et les Critères de l'évaluation.

2. Sommaire

L'évaluation d'un brevet requiert, de la part des examinateurs, qu'ils effectuent, dans de courts délais, une analyse détaillée de documents techniques. Afin de pouvoir déterminer la pertinence de ces documents, les examinateurs doivent disposer d'outils leur permettant d'évaluer certaines des principales caractéristiques des documents concernés. Il revient à l'examineur d'établir rapidement les similitudes présentées par un document antérieur portant sur le même sujet que la demande de brevet en cours d'évaluation. Bien souvent, le temps dont il dispose pour mener une évaluation de base se chiffre en secondes par document, l'efficacité d'une base de données sur les brevets utilisée pour une telle évaluation dépend donc des caractéristiques de son interface utilisateur.

Les examinateurs de brevets ont besoin d'une interface qui combine clairement les renseignements dont ils ont besoin et les présente dans un format facile à consulter. Une interface devrait offrir un degré d'interaction permettant d'obtenir rapidement les résultats recherchés et de cumuler les modifications que l'utilisateur apporte aux données affichées par l'interface sans qu'il soit nécessaire d'attendre un rechargement général ou un nouveau transfert de données d'images et de documents-texte, évitant ainsi des opérations qui nuisent à la convivialité de l'outil et limitent l'efficacité des évaluations dans un contexte d'examen de brevets où le facteur temps joue un rôle important.

Le service souhaité serait disponible pendant des périodes précises via une interface de type navigateur Web; il serait accessible de partout via Internet; il permettrait le téléchargement rapide de multiples documents de brevets en format PDF; il couvrirait un ensemble de bases de données conforme ou supérieur aux exigences du *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) en ce qui a trait à la documentation minimale requise. De plus, ce service répondrait à des exigences de performance permettant aux examinateurs de disposer de résultats complets dans un délai minimal.

La présente demande de soumissions vise l'attribution d'un (1) contrat d'une durée d'un (1) an, assorti de tout au plus quatre (4) options irrévocables d'un (1) an chacune permettant au Canada de prolonger la durée du contrat.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Conformément à la section 01 des Instructions générales 2004, les soumissionnaires doivent présenter une liste complète des noms de personnes qui occupent actuellement les postes de directeurs au sein de leurs entreprises. De plus, ainsi qu'il est déterminé par la Direction des enquêtes spéciales, Direction générale de la surveillance, chacune des personnes inscrites sur la liste peut être tenue de remplir un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire et d'autres documents connexes.

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Standard Instructions, Clauses and Conditions

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (

<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Guide-des-approvisionnements>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2013-06-01), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer: soixante (60) jours
Insérer: cent quatre-vingts (180) jours

Le paragraphe 17 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, le Canada se réserve les droits suivants:

Bien que les soumissions doivent être dûment signés lorsque soumis à la clôture des soumissions, pour cette demande de soumissions, si le Canada détermine que le soumissionnaire n'a pas signé l'offre tel que requis, le Canada fournira au soumissionnaire l'opportunité de soumettre une page de signature appropriée. Les soumissionnaires peuvent signer leurs offres en copiant la première page de cette demande de soumissions, de le signer, et en le soumettant dans le cadre de leur offre ou en incluant une page de signature dans un endroit bien en vue dans leurs soumissions.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur au ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque

question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans le province du Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique (ne comprenant aucune référence au prix) (2 copies papier)

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques
<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>
Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I: Soumission technique

Le soumissionnaire doit démontrer, grâce à la soumission technique, sa compréhension des besoins et exigences établis dans l'appel d'offres. Les soumissionnaires doivent démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique doit être concise et traiter, sans nécessairement s'y limiter, des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de simplement reprendre les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page du passage où le sujet visé est déjà traité.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la Base de paiement, à l'annexe B. Le montant total de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être indiqué séparément, le cas échéant.

La formation sur place fournie par un formateur, conformément à l'annexe B, doit être comprise dans le prix total.

SECTION III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

(a) Critères techniques obligatoires

Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont précisés par les termes « doit » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.

(b) Critères techniques cotés

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.

Il n'y a pas de note de passage en ce qui concerne les critères cotés.

1.2 Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

2. Méthode de sélection

Pour être déclarée recevable, une soumission doit:

- (a) respecter toutes les exigences énoncées dans l'appel d'offres;
- (b) répondre à tous les critères obligatoires de l'évaluation technique;

Les soumissions ne répondant pas à l'exigence énoncée en a) seront éliminées. La Proposition recevable la moins coûteuse par point sera recommandée pour attribution d'un contrat. Lorsque deux propositions recevables ou plus obtiennent la même note, on recommandera que le contrat soit attribué à l'entrepreneur dont la proposition a obtenu le nombre le plus élevé de points cotés (en calculant la somme de tous les points attribués).

(c) La soumission recevable qui obtient la cote combinée la plus élevée à l'égard des qualités techniques et du prix sera recommandée pour l'attribution du contrat, à condition que le prix évalué total ne dépasse pas le budget disponible pour ce projet.

(d) La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Le ratio sera de 60 % pour le mérite technique et de 40 % pour le prix.

(e) Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit: le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 60.

(f) Pour déterminer la note relative au prix, la note de chaque soumission recevable sera calculée au prorata par rapport au prix évalué le plus bas puis multiplié par le ratio de 40 %. Aux fins d'évaluation, les prix du contrat initial et de la période d'option seront additionnés afin de déterminer le prix total.

(g) Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.

Exemple de détermination de la meilleure valeur

Note combinée la plus élevée pour le bien-fondé technique (60 %) et le prix (40 %)

	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Points techniques	88	82	76
Prix proposé	60 000 \$	55 000 \$	50 000 \$

	Points techniques	Points pour le prix	Total des points
Soumissionnaire 1	$\frac{88}{100} \times 60 = 52,8$	$\frac{50}{60} \times 40 = 33,33$	86,13
Soumissionnaire 2	$\frac{82}{100} \times 60 = 49,2$	$\frac{55}{55} \times 40 = 36,36$	85,56
Soumissionnaire 3	$\frac{76}{100} \times 60 = 45,6$	$\frac{50}{50} \times 40 = 40,00$	85,6

*Représente la proposition la moins coûteuse.

Le gagnant est le soumissionnaire dont la proposition a obtenu le pointage le plus élevé, lequel est calculé en additionnant le pointage technique aux points accordés pour le prix. Dans l'exemple présenté dans le tableau ci-dessus, le contrat serait attribué au soumissionnaire 1, qui détient le pointage total le plus élevé en tenant compte du mérite technique et du prix de la soumission.

2.1 Prise en considération des modalités additionnelles comprises dans la soumission classée au premier rang (suite à l'évaluation financière)

L'acceptation de toutes les modalités et conditions contenues dans la partie 7 - Clauses du contrat subséquent (y compris celles relatives aux licences et celles qui sont incorporées par renvoi) constitue une exigence obligatoire de cette demande de soumissions.

Toutefois, les soumissionnaires peuvent, dans le cadre de leur soumission, présenter des modalités additionnelles. L'inclusion ou non de ces modalités dans tout contrat subséquent (en tant qu'annexe, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent) sera déterminée à l'aide du processus en cinq étapes décrit ci-après. Quant à savoir si les modalités additionnelles proposées sont acceptables pour le Canada, la décision est entièrement à la discrétion du Canada.

Le processus est le suivant:

les soumissions peuvent comprendre des modalités additionnelles, qui sont proposées comme modalités supplémentaires aux clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires ne devraient pas présenter les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur;

dans les cas où un soumissionnaire a présenté les modalités standard de licence intégrales de l'éditeur, le Canada exigera que le soumissionnaire retire ces modalités et qu'il présente seulement les modalités qu'il souhaite que le Canada prenne en considération;

le Canada examinera les modalités additionnelles proposées par le soumissionnaire classé au premier rang (établi après l'évaluation financière) afin de déterminer si certaines des dispositions proposées par le soumissionnaire sont inacceptables pour le Canada;

si le Canada détermine qu'une modalité proposée est inacceptable pour le Canada, ce dernier avisera le soumissionnaire, par écrit, et lui fournira l'occasion de retirer cette disposition de sa soumission ou de proposer une formulation de remplacement pour examen par le Canada. Le Canada peut préciser un délai de réponse au soumissionnaire. Si le soumissionnaire présente une nouvelle formulation que le Canada juge inacceptable, le Canada n'est pas obligé de lui fournir une autre occasion de proposer une formulation de remplacement;

si le soumissionnaire refuse de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada de sa soumission dans le délai prescrit par le Canada dans son avis, la soumission sera jugée irrecevable et rejetée; le Canada peut alors passer à la soumission classée au rang suivant;

si le soumissionnaire accepte de retirer les dispositions inacceptables pour le Canada et qu'il se voit attribuer tout contrat subséquent, les modalités additionnelles (telles que modifiées) seront incorporées en tant qu'annexe au contrat, conformément à l'article intitulé « Ordre de priorité des documents » dans les clauses du contrat subséquent.

Pour plus de certitude et afin de garantir que seules les modalités additionnelles qui ont été approuvées par les deux parties sont incorporées dans tout contrat subséquent, à moins que les modalités additionnelles proposées par le soumissionnaire ne soient jointes en tant qu'annexe distincte au contrat et paraphées par les deux parties, elles ne seront pas considérées comme faisant partie de tout contrat subséquent (même si elles font partie de la soumission qui est incorporée par renvoi dans le contrat subséquent). Que le Canada se soit opposé ou non à ces modalités dans le cadre des procédures décrites ci-dessus, le fait que certaines modalités et conditions aient été incluses dans la soumission n'entraînera pas l'application de ces modalités à tout contrat subséquent.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur devra réaliser les travaux conformément à l'Énoncé des travaux ci-joint à l'annexe A.

Au moment de l'attribution du contrat, la clause suivante doit être remplie et s'appliquera :

1.1 _____ (ci-après appelés l'entrepreneur) acceptent de fournir un abonnement d'un (1) an _____ (les "produits d'information"), pour _____ (utilisateurs autorisés) aux prix et taux indiqués dans l'annexe B - Base de paiement, sous réserve de toutes les conditions présentées ou mentionnées dans le présent document.

Dans le cadre de ce contrat, le concessionnaire de la licence est Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Le client est simplement l'utilisateur.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/index.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2030 (2013-06-27), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Supprimer 2030 (26) Responsabilités

3. Durée du contrat

3.1 Période du contrat

- (i) La période du contrat commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin un an plus tard;
- (ii) La période au cours de laquelle ce contrat est prorogé si le Canada choisit d'exercer l'une ou l'autre des options qui y sont indiquées.

3.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre (4) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur convient que, pendant la période de prolongation du contrat, le paiement se fera conformément aux dispositions applicables établies dans la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 10 jours civils avant la date d'expiration du marché. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

4. Responsables

4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Rob Picco

Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement

Division des acquisitions commerciales et achats en régime accéléré

Direction des produits commerciaux et de consommation

Direction générale des approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Adresse : Place du Portage, Phase III, 6A2

11, rue Laurier

Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone : 819-956-9564

Télécopieur : 819-956-5454

Courriel : robert.picco@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante de TPSGC est responsable de la gestion du contrat et toute modification à celui-ci doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante de TPSGC. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante de TPSGC.

4.2 Chargé de projet du client (sera identifié dans tout contrat subséquent)

Le chargé de projet du client pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Adresse :

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopieur :

Courriel :

Le chargé de projet du client représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec

le chargé de projet du client; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante de TPSGC.

4.3 Représentant de l'entrepreneur (Sera déterminé dans tout contrat subséquent.)

Le représentant de l'entrepreneur est :

Nom : _____
Titre : _____
Numéro de téléphone : _____
Numéro de télécopieur : _____
Courriel : _____

5. Paiement

5.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à une limitation des dépenses de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

5.2 Option – Renouvellement de l'abonnement annuel

Sous réserve de l'exercice de l'option contractuelle décrite au sous-article 3.2, l'entrepreneur doit être payé en dollar américain, conformément à l'article 5 du présent contrat et au tableau 2 de l'annexe B, pour chaque année d'option pour le renouvellement de l'abonnement annuel. Le montant sera payable à la date d'anniversaire de l'attribution du contrat pour la période d'option d'un (1) an, après la présentation d'une facture valide, livrée à destination. Les droits de douane sont exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

5.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- A. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- B. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- C. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à la section « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux inscrits sur la facture soient complétés. En plus de l'article 13 - Présentation des factures des conditions générales 2030;

- (a) Le numéro de contrat du gouvernement du Canada, inscrit sur la page couverture dudit contrat, doit être inscrit sur la facture.

-
- (b) La période du contrat doit être inscrite sur la facture.
- (c) Le nom de l'autorité contractante ne doit pas être inscrit sur la facture, mais une copie de celle-ci doit lui être transmise.
- (d) Les factures doivent être distribuées comme suit :
- i. L'original et une (1) copie doivent être envoyées à l'adresse indiquée sur la page 1 du contrat, à des fins de validation et de paiement.
 - ii. Une (1) copie doit être transmise à l'autorité contractante et une (1) copie au responsable des approvisionnements du client, identifiés à la section Responsables du contrat.

7. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires 2030 (2013-06-27), comme modifié dans l'article 2.1;
- (c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- (d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- (e) l'Annexe « C », Modalités de la licence pour l'en ligne produits de information de Canada;
- (f) la soumission de l'entrepreneur datée du (inscrire la date de la soumission)

10. Assurances

Guide des CCUA, clause G1005C (2008-05-12) Exigences en matière d'assurance.

11. Formation sur place

Formation sur site consiste à inclure:

1) Initiale sur les sessions de formation sur place pour 450 examinateurs. Initiale des formations sur site doit être fournie dans les 30 premiers jours suivant la date d'effet du contrat, et à un moment à un commun accord entre l'entrepreneur et le client. Première formation sur place doit être donnée à des

séances qui durent environ une persession demi-journée. Première formation sur place est limité à pas plus de 7 jours au total.

2) Des sessions de remise qui seront fournis au moins sur une base annuelle pour un maximum de 5 jours par an et à un moment à un commun accord entre l'entrepreneur et le client.

12. Sécurité

Personnel de l'entrepreneur NE PEUVENT ENTRER sites où des renseignements ou biens sont entreposés sans une escorte fournie par le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés.

13. Disponibilité de l'outil de recherche

Canada et l'entrepreneur conviennent que recherche la disponibilité de l'outil de moins de 99% survenant au cours d'un mois donné se traduira par le taux mensuel est ajusté en conséquence sur une base pro-rata. Ce n'est pas destiné à être, ni être interprété comme une pénalité. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme limitant les droits et les recours que le Canada pourra par ailleurs avoir en vertu du contrat.

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Accès aux bases de données commerciales sur les brevets

1. CONTEXTE

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), un organisme de service spécial d'Industrie Canada, administre les systèmes liés à la propriété intellectuelle (PI) au Canada, ce qui comprend les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur, les dessins industriels et la topographie des circuits intégrés. Ses principaux clients comprennent : des demandeurs de protection de PI, des agents représentant des demandeurs, des exploitants de systèmes de PI et la communauté canadienne des gens d'affaires.

L'OPIC et, en particulier, sa Direction des brevets, ont pour mandat d'évaluer les demandes de brevets. Les examinateurs conseillent les demandeurs au sujet de la conformité ou de la non-conformité de leurs demandes à la *Loi sur les brevets* et aux *Règles sur les brevets*, évaluent leurs réponses et recommandent l'acceptation ou le refus de brevets. Pour ce faire, les examinateurs de brevets doivent être en mesure d'effectuer des recherches minutieuses dans différents domaines techniques, afin de s'assurer que les brevets émis sont effectivement nouveaux et démontrent une ingéniosité inventive.

Pour être efficaces, les examinateurs doivent être en mesure d'effectuer des recherches dans des bases de données qui couvrent l'ensemble des données disponibles sur les brevets. Un moteur de recherche souple et puissant qui affiche les résultats de manière optimale est un outil essentiel. Les examinateurs doivent pouvoir évaluer les résultats de leurs recherches de manière rapide et précise afin de déterminer s'ils sont pertinents et, si c'est le cas, en discuter dans un rapport transmis au demandeur concerné par la demande de brevet.

2. PORTÉE DES TRAVAUX

L'évaluation d'un brevet requiert, de la part des examinateurs, qu'ils effectuent, dans de courts délais, une analyse détaillée de documents techniques. Afin de pouvoir déterminer la pertinence de ces documents, les examinateurs doivent disposer d'outils leur permettant d'évaluer certaines des principales caractéristiques des documents concernés. Il revient à l'examinateur d'établir rapidement les similitudes présentées par un document antérieur portant sur le même sujet que la demande de brevet en cours d'évaluation. Bien souvent, le temps dont il dispose pour mener une évaluation de base se chiffre en secondes par document, l'efficacité d'une base de données sur les brevets utilisée pour une telle évaluation dépend donc des caractéristiques de son interface utilisateur.

Les examinateurs de brevets ont besoin d'une interface qui combine clairement les renseignements dont ils ont besoin et les présente dans un format facile à consulter. Une interface devrait offrir un degré d'interaction permettant d'obtenir rapidement les résultats recherchés et de cumuler les modifications que l'utilisateur apporte aux données affichées par l'interface sans qu'il soit nécessaire d'attendre un rechargement général ou un nouveau transfert de données d'images et de documents-texte, évitant ainsi des opérations qui nuisent à la convivialité de l'outil et limitent l'efficacité des évaluations dans un contexte d'examen de brevets où le facteur temps joue un rôle important.

Le service souhaité serait disponible pendant des périodes précises via une interface de type navigateur Web; il serait accessible de partout via Internet; il permettrait le téléchargement rapide de multiples documents de brevets en format PDF; il couvrirait un ensemble de bases de données conforme ou supérieur aux exigences du *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT) en ce qui a trait à la documentation minimale requise. De plus, ce service répondrait à des exigences de performance permettant aux examinateurs de disposer de résultats complets dans un délai minimal.

3. **EXIGENCES**

L'entrepreneur doit fournir un outil de recherche de bases de données pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets. Les bases de données doivent, au minimum, répondre aux exigences suivantes :

- 3.1 L'accès à l'outil de recherche doit obligatoirement être possible au moyen d'une interface de type navigateur Web accessible de partout, via Internet, et en se servant de comptes d'utilisateur individuels avec mots de passe et/ou d'une reconnaissance d'adresse de protocole Internet (IP), ou via un réseau privé virtuel (VPN), tel que décrit à la section 3.2.
- 3.2 L'outil de recherche doit aussi être accessible via un réseau virtuel privé exclusif reliant l'OPIC et le soumissionnaire. Le soumissionnaire devra fournir tous les équipements de routage ainsi que la liaison requise entre un local spécifié de l'OPIC ou du gouvernement du Canada et le local du fournisseur et défrayer tous les coûts associés à l'établissement de cette liaison. Le fournisseur devra accepter de collaborer avec l'OPIC à l'établissement de cette liaison dès que possible après l'octroi du contrat.
- 3.3 L'outil de recherche des brevets doit permettre l'accès à la documentation minimale requise par le *Traité de coopération en matière de brevets* (PCT), y compris à des abrégés et à des données bibliographiques interrogeables pour tous les documents. De plus, une fonctionnalité de recherche du texte complet des documents doit être fournie pour les documents en provenance des États-Unis (US), d'Europe (EP), de France (FR), de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WO), de Grande-Bretagne (GB) et d'Allemagne (DE).
- 3.4 La proposition doit inclure l'accès à la base de données du Derwent World Patent Index (DWPI). L'accès au DWPI doit être intégré à l'outil de recherche de manière à en permettre l'accès de manière simple et efficace.
- 3.5 L'outil de recherche doit pouvoir être utilisé sans restrictions et simultanément par un maximum de 450 utilisateurs.
- 3.6 L'outil de recherche doit permettre l'utilisation d'une stratégie de recherche itérative. L'outil de recherche doit permettre de raffiner, de manière simple, un grand volume de résultats pour en extraire au moins deux sous-ensembles (ss1, ss2, ...) de taille réduite.
 - (Exemple : CIB EST B60W : ss1 18901 résultats;
 - ss1 ET passager ET voiture : ss2 127 résultats;
 - ss2 ET date de publication INFÉRIEURE À 2001-05-05 : ss3 19 résultats.

-
- 3.7 L'accès à l'outil de recherche doit être fiable et disponible au moins pendant 99 % des heures ouvrables (évaluation mensuelle).
- 3.8 Une documentation de soutien doit être disponible en ligne, une ligne de soutien technique devrait être disponible durant les heures de travail (6 heures à 22 heures, heure de l'Est, du lundi au samedi), et une formation à l'interne doit être incluse et fournie sur demande (jusqu'à sept (7) jours au cours des trente (30) premiers jours du contrat, suivis d'une mise à jour annuelle de cinq (5) jours au maximum).
- 3.9 L'OPIC ne doit être mentionné dans aucune publicité ou opération de marketing du soumissionnaire sans autorisation préalable de l'OPIC.
- 3.10 Performance en matière de téléchargement d'images : Le système doit permettre à l'utilisateur de visionner une image et de sauter à la page suivante ou au document suivant en moins d'une seconde chaque fois qu'il appuie sur la touche PgSuiv.

4. PRODUITS LIVRABLES

L'entrepreneur doit fournir un outil de recherche de bases de données pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets. Le système doit être disponible durant les heures suivantes : du lundi au samedi, de 6 heures à 22 heures (heure de l'Est). Le soumissionnaire doit permettre à un maximum de cinq (5) utilisateurs simultanés d'avoir accès à une période d'essais gratuite d'un (1) mois aux fins de vérification des affirmations du soumissionnaire.

ANNEXE B**BASE DE PAIEMENT**

N° d'article	Tableau 1 Description des produits livrables pour l'année initiale	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1	Outil de recherche de bases de données de brevets commerciaux pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets	1		
Sous-total				
Taxe applicable				
TOTAL				

Année d'option 1				
N° d'article.	Tableau 2 Deliverables Description	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1	Outil de recherche de bases de données de brevets commerciaux pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets	1		

Année d'option 2				
N° d'article	Table 3 Description des livrables	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1	Outil de recherche de bases de données de brevets commerciaux pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets	1		

Année d'option 3				
N° d'article	Tableau 4 Description des livrables	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1	Outil de recherche de bases de données de brevets commerciaux pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets	1		

Année d'option 4				
-------------------------	--	--	--	--

N° d'art icle	Tableau 5 Description des livrables	Qté	Prix unitaire	Prix calculé
1	Outil de recherche de bases de données de brevets commerciaux pouvant desservir simultanément jusqu'à 450 examinateurs de brevets	1		

La formation sur place fournie par un formateur est comprise dans la valeur totale du contrat.

Des sessions de formation sur place initiales, d'au moins 4 heures chaque, mais pendant au plus sept jours, doivent être offertes aux 450 examinateurs, à un moment convenu par l'entrepreneur et le client, dans les 30 jours suivant la date du contrat.

Des sessions de formation sur place de suivi doivent être données par une personne au moins annuellement pendant au plus 5 jours par année.

ANNEXC

MODALITÉS DE LA LICENSE POUR L'EN LIGNE PRODUITS DE INFORMATION DE CANADA

1. DÉFINITIONS

Utilisateur autorisé : Employés du titulaire de licence (sur une base permanente, temporaire ou contractuelle) qui sont autorisés à accéder au réseau sécurisé à partir des installations du titulaire de licence ou d'autres endroits où les utilisateurs utilisés réalisent leurs travaux pour le titulaire de licence (y compris, entre autres, le bureau ou la demeure des utilisateurs autorisés) et qui ont reçu un mot de passe ou une autre authentification du titulaire de licence.

Utilisation commerciale : Utilisation à des fins de récompense monétaire (par ou pour le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé) par l'entremise de la vente, de la revente, du prêt, du transfert, de la location ou de toute autre forme d'exploitation du matériel sous licence. Pour écarter tous doutes, ne constitue pas une utilisation commerciale l'utilisation par le titulaire de licence ou un utilisateur autorisé du matériel sous licence dans le cadre de travaux de recherche, du développement de produits et d'activités dans le cours normal des affaires.

Entrepreneur : Agent d'abonnement obligé de respecter les exigences du contrat et auquel le contrat est attribué.

Produit d'information en ligne : Aux fins des présentes, le terme produit d'information en ligne fait référence au matériel sous licence qui représente la version électronique du contenu publié par l'éditeur.

Titulaire de licence : Le Canada est le titulaire de licence.

Réseau sécurisé : Réseau (soit un réseau autonome ou un réseau virtuel sur Internet) auquel seuls les utilisateurs autorisés ont accès.

Serveur : Serveur, soit le serveur de l'éditeur ou le serveur d'un tiers conçu par l'éditeur, sur lequel le matériel sous licence est affiché et auquel on peut accéder.

Frais d'abonnement : Frais d'abonnement pour chaque année de la période du contrat.

Période d'abonnement : Période pendant laquelle le produit d'information en ligne est offert à l'utilisateur désigné, généralement une année civile (de janvier à décembre) et seront identifiés dans la contrat.

2. LICENCE

- A. Le Canada reconnaît et accepte que le produit d'information en ligne acheté dans le cadre du présent contrat est non exclusif et non transférable, dans le monde entier, et que les utilisateurs autorisés obtiennent l'accès au produit d'information en ligne par l'entremise d'un réseau sécurisé.
- B. La présente licence entrera en vigueur au début de la période d'abonnement, pour chaque produit d'information en ligne précisé dans le contrat; elle viendra à échéance à la fin de la période d'abonnement, à moins que les parties aient préalablement décidé de la renouveler.
- C. L'éditeur garantit qu'il a le droit d'accorder au Canada les droits octroyés en vertu de la présente licence. L'éditeur garantit également que tous les consentements nécessaires à cet octroi ont été obtenus.
- D. L'éditeur convient que les modalités du contrat, qui comprennent la présente licence en tant qu'annexe A, remplacent toutes les modalités convenues précédemment pour ce besoin particulier. Toutes les conditions comprises dans le produit d'information en ligne, ou qui y sont jointes, le cas échéant, ne font pas partie du contrat, et par conséquent de la licence du Canada, et n'affectent aucunement les droits des parties. L'éditeur convient qu'en aucun cas le Canada ni aucun utilisateur autorisé ne devront conclure une autre entente de licence à l'égard du produit d'information en ligne ou d'une partie de celui-ci. L'éditeur reconnaît que toute autre entente de licence supplémentaire à l'égard du produit d'information en ligne signée par une personne autre que l'autorité contractante sera nulle et sans effet.
- E. Le Canada n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable, ni dans toute autre licence du matériel, explicite ou implicite, et reproduite dans ou sur l'emballage ou le support d'information, ou dans toute autre modalité accompagnant le produit d'information en ligne, sans égard à tout avis contraire. Pour plus de précisions, le Canada reconnaît que l'utilisateur autorisé pourrait normalement devoir cliquer manuellement pour accepter les conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable afin d'obtenir accès au produit d'information en ligne. Toutefois, le Canada n'est pas lié par des conditions reproduites dans une licence sous emballage rétractable.

3. DROITS D'UTILISATION

- A. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés auront accès au produit d'information en ligne à partir du serveur par l'entremise du réseau sécurisé, pourront avoir accès en ligne au produit d'information en ligne comme décrit dans le contrat, et pourront télécharger, afficher, visualiser, extraire, consulter, recueillir, sauvegarder ou imprimer le texte, faire des copies de sauvegarde, les résultats de recherche ou d'autres renseignements, comme raisonnablement nécessaire, uniquement pour l'usage privé ou des recherches du titulaire de licence et des utilisateurs autorisés.
- B. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir des copies électroniques ou imprimées des articles, chapitres ou autres éléments individuels du contenu aux organismes nationaux et internationaux de réglementation dans le but ou en prévision d'obtenir l'approbation d'un brevet ou d'une marque de commerce, ou pour tout autre aspect juridique ou réglementaire concernant les produits et les services du titulaire de la licence.

C. Le titulaire de licence peut transmettre à une bibliothèque non commerciale située dans le même pays que le titulaire de licence, à la demande de ladite bibliothèque, une copie unique d'un document individuel soit par messenger, par courrier, par télécopieur, par courriel, par un logiciel de transmission Ariel ou de type Ariel, conformément aux dispositions de Loi sur le droit d'auteur du Canada. À des fins de précisions, l'éditeur reconnaît que la version électronique de tout document individuel peut être utilisée comme source pour les prêts interbibliothèques alors que le document électronique peut être imprimé et la copie imprimée livrée comme stipulée ci-dessus, à la condition que tous les documents fournis de cette manière comporte un avis de droit d'auteur et tous les autres avis de droits de propriété intellectuelle applicables.

D. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir des copies électroniques ou imprimées d'articles, de chapitres ou d'autres éléments individuels du contenu lorsque c'est exigé par la loi pour utilisation dans le cadre de procédures juridiques.

E. Le titulaire de licence et ses utilisateurs autorisés peuvent fournir de manière réactive une seule copie électronique ou imprimée unique d'articles, de chapitres ou d'autres éléments individuels du contenu, y compris les avis de droit d'auteur, à des tiers individuels sur demande à des fins de renseignements médicaux.

F. Les droits accordés au titulaire de la licence en vertu de la Loi sur le droit d'auteur du Canada ne peuvent en aucun cas être modifiés ou annulés par la licence.

4. USAGES INTERDITS

4.1 Le titulaire de licence ne doit pas mener les activités suivantes et doit déployer tous les efforts commerciaux raisonnables pour éviter que les utilisateurs autorisés mènent les activités suivantes :

(A) retirer ou altérer le nom des auteurs, l'avis de droit d'auteur de l'éditeur ou toute autre marque d'identification ou déclaration de désistement apparaissant sur le produit d'information en ligne;

(B) tirer des copies, électroniques ou sur papier et de manière systématique, de nombreux extraits du matériel sous licence à des fins autres que celles précisées à la clause 3;

(C) transmettre électroniquement, sauf lorsque la clause 3 l'autorise, à un utilisateur d'une autre bibliothèque une copie d'un document ou d'une partie d'un document faisant partie du produit d'information en ligne;

(D) installer ou diffuser toute partie du produit d'information en ligne sur un réseau électronique, par exemple dans Internet et sur la Toile, autre que le réseau sécurisé;

(E) utiliser ou aider un tiers à utiliser, directement ou indirectement, le contenu à des fins commerciales ou monétaires, y compris, sans toutefois s'y limiter, la vente, la revente, le prêt, le transfert ou le téléchargement du contenu au site Web Internet d'une entité, ou encore l'imposition de frais d'accès, à la condition toutefois, que le recouvrement des coûts directs imposés aux utilisateurs autorisés par le titulaire de licence, et l'utilisation du contenu dans le cadre de travaux de recherche financés par une organisation commerciale, ne contreviennent pas au présent sous-alinéa.

4.2 Il faut obtenir la permission explicite de l'éditeur ou de son représentant dûment autorisé avant de:

(A) se servir du produit d'information en ligne à des fins commerciales autres que celles précisées à la clause 3;

(B) distribuer systématiquement une partie ou l'ensemble produit d'information en ligne à des utilisateurs non autorisés;

(C) publier, distribuer ou donner accès au produit d'information en ligne, ou aux travaux découlant partiellement ou entièrement du produit d'information en ligne, sauf où la licence l'autorise explicitement;

(D) modifier, abrégé ou adapter le produit d'information en ligne, sauf lorsqu'il est nécessaire de le faire pour le rendre accessible aux utilisateurs autorisés, sur un écran d'ordinateur ou autre et conformément aux modalités de la licence. Afin d'éviter de semer le doute, il est interdit de modifier les mots ou l'ordre des mots.

5. OBLIGATIONS DE L'ÉDITEUR

(A) L'éditeur réserve le droit de retirer en tout temps une partie du produit d'information en ligne qu'il n'est plus autorisé à publier ou pour laquelle il a des motifs raisonnables de croire qu'elle viole le droit d'auteur, ou qu'elle est diffamatoire, obscène, illégale ou de nature répréhensible. L'éditeur informe le titulaire de la licence au plus tard soixante (60) jours avant un tel retrait. Si cette modification ou ce retrait a une incidence importante sur l'utilisation du produit par le titulaire de la licence, l'éditeur collabore avec ce dernier pour arriver à une entente mutuellement acceptable à l'égard du remplacement du contenu ou d'un remboursement correspondant, en proportion, à la partie du matériel retirée par rapport à la portion toujours en vigueur de la période d'abonnement.

(B) Sauf dans les cas prévus expressément dans la licence, l'éditeur ne fait aucune assertion et n'offre aucune garantie d'aucune sorte, explicite ou implicite, notamment à l'égard de la conception, de la précision des données contenues dans le produit d'information en ligne ou de la qualité marchande des données ou de leur utilité aux fins d'un usage particulier. Le produit d'information en ligne est fourni " tel quel ".

(C) L'éditeur confirme au titulaire de licence que des statistiques relatives à l'utilisation en ligne des journaux et des bases de données couverts par cette licence seront fournies. L'éditeur confirme également que ces statistiques d'utilisation se conformeront aux spécifications du Code de pratiques COUNTER.

6. OBLIGATION DU TITULAIRE DE LA LICENCE

Le titulaire de la licence :

A. s'assure que seuls les utilisateurs autorisés peuvent avoir accès au produit d'information en ligne;

B. s'assure que tous les utilisateurs autorisés sont au courant de l'importance de respecter les droits de propriété intellectuelle du produit d'information en ligne et qu'ils comptent respecter les modalités de la licence;

C. assure la surveillance de la conformité et, en cas de toute utilisation non autorisée ou de toute violation, il en informe immédiatement l'éditeur et prend toutes les mesures possibles, notamment des mesures disciplinaires, pour mettre fin à ces activités et éviter qu'elles ne se reproduisent;

D. distribue des mots de passe et autres données permettant l'accès uniquement aux utilisateurs autorisés, et déploie des efforts raisonnables pour veiller à ce que les utilisateurs autorisés ne dévoient pas ces renseignements à un tiers;

E. fournit à l'éditeur, dans un délai de 30 jours suivant la date d'attribution du contrat, de l'information suffisante lui permettant de fournir un accès au produit d'information en ligne conformément à ses obligations décrites à la clause 5 (A). Si le titulaire de la licence apporte des modifications importantes à cette information, il en informe l'éditeur au plus tard dix (10) jours avant l'entrée en vigueur de la modification;

F. tient un registre complet et à jour de tous les utilisateurs autorisés et de leurs méthodes d'accès, et informe au besoin l'éditeur de tout ajout, suppression ou modification afin que ce dernier puisse donner aux utilisateurs autorisés un accès au produit d'information en ligne, conformément à la présente licence.

G. Le titulaire de la licence reconnaît que les activités de l'éditeur reposent entièrement sur les droits de propriété intellectuelle que ce dernier possède sur le produit d'information en ligne, et que toute violation de ce matériel constitue une violation de la licence, ce qui entraîne, indépendamment de la clause 9, la révocation immédiate de la licence.

7. OBLIGATIONS DES DEUX PARTIES

A. Chaque partie fait de son mieux pour protéger la propriété intellectuelle, les renseignements confidentiels et les droits de propriété de l'autre partie.

B. Aucune des parties ne devra divulguer à un tiers les modalités ou l'objet de la licence (y compris, sans toutefois s'y limiter, la liste de produits d'information en ligne et les données d'utilisation compilées et fournies) ou tout autre renseignement concernant les affaires de l'autre partie sans avoir obtenu le consentement écrit de l'autre partie. Cette disposition survivra à la résiliation de la licence, et tout renseignement obtenu de cette façon demeurera confidentiel, à la condition que cette obligation ne s'applique pas aux renseignements qui, au moment de la divulgation, sont du domaine public ou sont rendus public à n'importe quel moment par un tiers indépendant qui ne les a pas obtenus directement ou indirectement à la suite de la violation d'une entente de confidentialité conclue avec l'une ou l'autre des parties aux présentes.

8. DROITS

Le titulaire de licence paiera les droits à l'éditeur conformément au contrat.

9. MODALITÉS ET RÉSILIATION

a. En plus de la résiliation automatique (à moins qu'elle ne soit renouvelée) décrite à la clause 2, la présente licence est résiliée :

- i. si le titulaire de la licence ne verse pas les frais décrits au contrat;
- ii. si l'une des parties commet une infraction matérielle ou répétée relative à toute modalité de la licence et n'est pas en mesure de la corriger dans les trente (30) jours suivant l'avis par écrit de l'autre partie;
- iii. si l'une des parties devient insolvable ou fait l'objet d'une dissolution ou d'une faillite.

b. À la résiliation, les droits et les obligations des deux parties sont annulés automatiquement, sauf pour les cas prévus expressément dans la licence, et sauf pour les obligations concernant le produit d'information en ligne devant demeurer accessible selon la clause 9 f..

c. Au moment de la résiliation motivée de la licence, comme le précise la clause 9 a., le titulaire de la licence cesse immédiatement de distribuer ou de rendre disponible le produit d'information en ligne aux utilisateurs autorisés.

d. À la résiliation motivée de la licence par le titulaire de la licence, comme le précise la clause 9.a.(ii). dessus, l'éditeur effectue un remboursement proportionnel correspondant à la partie payée et toujours en vigueur de la période d'abonnement.

e. Le titulaire de la licence reconnaît que l'entreprise de l'entrepreneur dépend entièrement des droits de propriété intellectuelle de l'Entrepreneur sur le produit d'information en ligne, et que toute violation matérielle et persistante constitue une violation fondamentale de cette licence, auquel cas, nonobstant la clause 9, la présente licence sera immédiatement résiliée.

f. En cas de résiliation du contrat, l'entrepreneur devra fournir un accès continu pour le titulaire de licence à la portion du produit d'information en ligne (s) qui a été publié et payé au cours de la période d'abonnement, soit sous la forme d'un accès électronique en ligne ou par la fourniture de fichiers électroniques sur CD-ROM / DVD pour le titulaire ou en autorisant le titulaire à créer une (1) copie de ce contenu si l'éditeur démontre de façon satisfaisante qu'ils ne peuvent pas fournir des fichiers électroniques.

10. LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

(a) Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'éditeur cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés.

(b) Que la réclamation soit fondée, d'un point de vue contractuel, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'éditeur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution de l'entente de licence par l'éditeur est limitée à la valeur du contrat. Cette limite ne s'applique pas à i) toute violation des droits de propriété intellectuelle ou ii) à tout manquement aux obligations de garantie.

(c) Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à un tiers dans le cadre de la présente entente de licence, que la réclamation soit déposée par le tiers auprès du Canada ou de l'éditeur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'éditeur, l'éditeur doit rembourser ce montant au Canada.

11. GÉNÉRALITÉS

a. Toute modification apportée à la présente licence n'est valide que si elle est consignée et signée par l'éditeur ou un agent dûment autorisé, ainsi que par l'autorité contractante représentant le titulaire de la licence.

Annexe D

Critères d'évaluation

Ce document définit les critères qui serviront à évaluer la soumission technique du soumissionnaire et décrit le contenu requis pour une évaluation technique.

La section 1 présente les critères d'évaluation obligatoires numérotés de O.1 à O.19.

La section 2 présente les critères d'évaluation cotés numérotés de C.1 à C.7.

1. CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à tous les critères obligatoires de cet appel d'offres. Les propositions qui ne respectent pas tous les critères obligatoires seront rejetées. Le soumissionnaire DOIT obligatoirement démontrer comment sa soumission satisfait à chacun des critères obligatoires suivants :

Le soumissionnaire doit permettre à cinq (5) utilisateurs simultanés d'avoir accès à une période d'essais gratuite d'un (1) mois aux fins de vérification des affirmations du soumissionnaire. Les comptes d'utilisateurs permettant d'effectuer ces essais doivent obligatoirement être fournis avec les soumissions et être en opération le jour de clôture de cette demande de propositions. Les essais seront menés via la connexion Internet de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC).

Critères	Exigence obligatoire	Déclaration de conformité et renvoi à la soumission
O.1	<p>L'accès à l'outil de recherche des brevets doit obligatoirement se faire au moyen d'une interface de type navigateur Web accessible de partout, via Internet, et en se servant de comptes d'utilisateur individuels avec mots de passe et/ou d'une reconnaissance d'adresse de protocole Internet (PI) ou d'un réseau privé virtuel (RPV).</p> <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré dans la proposition du soumissionnaire et se traduire par la disponibilité d'un accès totalement opérationnel à l'outil de recherche des brevets, comme décrit ci-dessus, durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.2	<p>L'outil de recherche des brevets doit être accessible via un réseau privé à haut débit reliant l'OPIC et le soumissionnaire. Ledit réseau doit être opérationnel dans les trois mois suivant la date de début du contrat. Le réseau doit offrir aux utilisateurs une fonctionnalité d'actualisation de page opérant à une vitesse minimale d'une page par seconde lorsque la page actualisée contient des champs de texte et au moins un dessin comprenant une image d'une résolution d'au moins 70 points par pouce (ppp) et lorsque 70 utilisateurs sont en ligne simultanément sur le réseau.</p> <p>Pour démontrer le respect de cette exigence, le soumissionnaire doit obligatoirement fournir ce qui suit :</p>	

	<ol style="list-style-type: none"> 1) un échéancier complet et détaillé de mise sur pied du réseau; 2) un plan de l'architecture du réseau; 3) des renseignements détaillés sur la manière dont les équipements seront installés. <p>L'échéancier doit obligatoirement inclure toutes les tâches nécessaires et indiquer le temps requis pour les mener à bien. Tout problème particulier observé doit obligatoirement être souligné et faire l'objet d'une méthodologie de résolution bien identifiée. L'OPIC ne donnera accès au site du client que pour l'installation de l'équipement de l'entrepreneur. L'entrepreneur demandera une modification du pare-feu au moins 6 semaines avant l'installation.</p>	
O.3	<p>L'outil de recherche des brevets doit permettre l'accès à la documentation relative aux brevets conformément aux articles 34.1(b) i) et 34.1(b) ii) du <i>Règlement d'exécution du Traité de coopération en matière de brevets</i> (PCT), document accessible à l'adresse suivante : http://www.wipo.int/pct/fr/texts/rules/r34.htm.</p> <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré dans la proposition du soumissionnaire en fournissant une liste complète des bases de données qui seront accessibles aux fins du contrat.</p> <p>Un accès totalement opérationnel à la documentation relative aux brevets définie ci-dessus est requis durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.4	<p>Une fonctionnalité de recherche du texte complet des documents portant sur les revendications et les descriptions de brevets doit obligatoirement être disponible pour les États-Unis (US), l'Europe (EP), la France (FR), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (WO), la Grande-Bretagne (GB) et l'Allemagne (DE).</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer leur capacité de recherche de chacune des bases de données mentionnées (US, EP, FR, WO, GB et DE) en fournissant, pour chacune, la « capture d'écran » d'un exemple de recherche.</p>	
O.5	<p>L'outil de recherche des brevets doit aussi obligatoirement permettre l'accès à la base de données du Derwent World Patent Index (DWPI). L'accès au DWPI doit obligatoirement être intégré à l'outil de recherche des brevets de manière à en permettre l'accès de manière simple et efficace.</p> <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré dans la proposition du soumissionnaire et par le fournisseur de services d'accès au DWPI, ainsi que par la disponibilité d'un accès totalement opérationnel au DWPI, tel que décrit ci-dessus, durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.6	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre une recherche de base des citations de brevets tant en partant du brevet pour en chercher les citations qu'en partant d'une citation pour rechercher le brevet correspondant.</p> <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré dans la proposition du soumissionnaire en prouvant la capacité de recherche des citations dans les deux sens et en expliquant la manière dont cette recherche est effectuée dans le cadre du système de recherche. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur</p>	

	démonstration. De plus, un accès totalement opérationnel à cette fonctionnalité de recherche devra obligatoirement être fourni durant la période d'essai gratuite.	
O.7	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre une recherche à l'aide d'opérateurs de proximité et de troncature :</p> <ul style="list-style-type: none"> • proximité (<i>near</i>); • à x mots près (<i>within x words</i>); • caractères de remplacement (<i>wildcards</i>) permettant de : <ul style="list-style-type: none"> ○ remplacer un caractère; ○ remplacer le début d'un mot; ○ remplacer la fin d'un mot; ○ forcer le respect de la casse; ○ forcer l'indifférence à la casse. <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré dans la proposition du soumissionnaire en fournissant une liste des fonctions ci-dessus ainsi que leur explication. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, un accès totalement opérationnel aux fonctionnalités ci-dessus devra obligatoirement être fourni durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.8	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement pouvoir être utilisé sans restrictions et simultanément par un maximum de 450 utilisateurs.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche a la capacité de permettre aux 450 utilisateurs en question d'y accéder simultanément, tout en continuant de répondre aux besoins des autres clients, en décrivant en détail la manière dont les 450 nouveaux utilisateurs seront intégrés pour être en mesure de leur fournir les services requis par cet appel d'offres.</p>	
O.9	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement pouvoir traiter des chaînes de recherche produisant au moins 20 000 documents par chaîne, et permettre ensuite la combinaison de plusieurs chaînes de recherche afin de permettre une flexibilité des stratégies de recherche.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède la capacité décrite ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, la fonctionnalité décrite ci-dessus devra obligatoirement être disponible durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.10	<p>L'accès à l'outil de recherche des brevets doit obligatoirement être fiable et disponible au moins durant 99 % des heures ouvrables, c'est-à-dire du lundi au samedi, de 6 heures à 22 heures, heure de l'Est.</p> <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré par le soumissionnaire en fournissant un registre complet et détaillé de tous les temps d'arrêt des trois dernières années avec, pour chaque temps d'arrêt, une explication des raisons pour lesquelles les services aux clients ont été interrompus.</p>	

O.11	<p>Un soutien technique doit obligatoirement être disponible :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. du lundi au samedi, de 6 heures à 22 heures, heure de l'Est, pour le signalement des pannes du système; 2. du lundi au samedi, de 6 heures à 18 heures, heure de l'Est, pour les demandes de renseignements généraux concernant l'utilisation du système. <p>Le respect de cette exigence doit obligatoirement être démontré par le soumissionnaire en fournissant une description détaillée des services de soutien qu'il offre à ses clients. De plus, le soutien technique devra obligatoirement être disponible durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.12	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre la reconnaissance d'une famille de brevets à partir d'un seul brevet appartenant à cette famille, et permettre une représentation qui comprenne tous les brevets d'une même famille.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède les capacités décrites ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, les fonctionnalités décrites ci-dessus devront obligatoirement être disponibles durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.13	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre une recherche utilisant les systèmes de la Classification internationale des brevets (CIB), de la United States Patent Classification (USPC), et de la Classification coopérative des brevets (CPC).</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède les capacités décrites ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, les fonctionnalités décrites ci-dessus devront obligatoirement être disponibles durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.14	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre de marquer des mots clés pour les mettre en évidence dans les textes affichés à l'écran.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède la capacité décrite ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, la fonctionnalité décrite ci-dessus devra obligatoirement être disponible durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.15	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre d'afficher les documents originaux des brevets avec une résolution minimale de 70 points par pouce (ppp).</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède les capacités décrites ci-dessus. De plus, les fonctionnalités décrites ci-dessus devront obligatoirement être disponibles durant la période d'essai gratuite.</p>	

O.16	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement fournir aux utilisateurs des dossiers de travail permettant d'entreposer un ensemble de documents ou de références à des documents.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède la capacité décrite ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, la fonctionnalité décrite ci-dessus devra obligatoirement être disponible durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.17	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement fournir un rapport de l'historique des requêtes effectuées durant une session de recherche.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède la capacité décrite ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, la fonctionnalité décrite ci-dessus devra obligatoirement être disponible durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.18	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre de télécharger, avec une résolution minimum de 200 ppp, des versions en format PDF (Portable Document Format) des documents originaux des brevets.</p> <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède les capacités décrites ci-dessus. De plus, les fonctionnalités décrites ci-dessus devront obligatoirement être disponibles durant la période d'essai gratuite.</p>	
O.19	<p>L'outil de recherche des brevets doit obligatoirement permettre des recherches de documents relatifs à des brevets comme précisé au paragraphe O.2 en utilisant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. une interface utilisateur graphique (IUG) pour composer et exécuter les requêtes de recherche; 2. une interface de ligne de commande (ILC) permettant à l'utilisateur d'entrer au clavier les paramètres de la requête selon la syntaxe prescrite pour la requête désirée et d'exécuter la commande. <p>Les soumissionnaires doivent obligatoirement démontrer que l'outil de recherche qu'ils proposent possède les capacités décrites ci-dessus. Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir des « captures d'écrans » pour étayer leur démonstration. De plus, les fonctionnalités décrites ci-dessus devront obligatoirement être disponibles durant la période d'essai gratuite.</p>	

2. CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS NUMÉRIQUEMENT

La soumission technique sera évaluée par rapport aux catégories de critères cotés suivantes, chacune faisant l'objet d'une cotation selon l'échelle de cote numérique indiquée pour chaque critère. Le soumissionnaire doit obligatoirement démontrer la manière dont chacun des critères obligatoires suivants est satisfait. Des captures d'écran ou toute autre information pertinente démontrant la conformité au critère coté concerné doivent obligatoirement faire partie de la proposition.

Catégorie	Critères cotés numériquement	Points
C.1	Base de données	85
C.2	Recherche	115
C.3	Visualisation	205
C.4	Historique de recherche	35
C.5	Téléchargement de documents	30
C.6	Divers	65
C.7	Rendement	30
Total		565

La section qui suit établit, pour chacune des catégories ci-dessus (C.1 à C.7), les critères de cotation numérique, le nombre maximal de points pour chaque exigence, la structure détaillée de la cotation, et le renvoi à la section de la proposition du soumissionnaire où doivent obligatoirement figurer les renseignements demandés.

Catégorie C.1 Base de données

			Réponse du soumissionnaire	
Critères Exigence cotée Max. de points			Échelles d'attribution des cotes Renvoi à la soumission	
C.1.1	Permet le regroupement d'enregistrements de base de données selon des familles de brevets et leur affichage en utilisant un membre représentatif d'une famille donnée, la famille de brevets étant définie comme un ensemble de documents publics relatifs à des brevets portant sur la même invention et publiés à des dates différentes dans un même pays ou publiés dans différents pays ou différentes régions.	20	<p>0 - Le regroupement des membres d'une famille de brevets ne présente aucune fonctionnalité au-delà des exigences obligatoires de la section O.12.</p> <p>5 - Le repérage des membres d'une famille de brevets est possible grâce à une fonctionnalité spécifique de recherche portant sur les familles.</p> <p>10 - Les résultats de la recherche peuvent être configurés de manière à regrouper les membres d'une même famille de brevets.</p> <p>15 - Les membres d'une famille de brevets sont regroupés et les résultats de la recherche sont présentés en utilisant un membre représentatif de la famille concernée. Le choix du membre représentatif est configurable par l'utilisateur.</p> <p>20 - Les membres d'une même famille de brevets sont regroupés, quel que soit le membre d'une famille identifié par une recherche. L'utilisateur peut indiquer ses préférences concernant le membre représentatif d'une famille de brevets lorsque ce membre représentatif est produit suite à une recherche. Si l'utilisateur le souhaite, il peut examiner en détail les renseignements concernant une famille de brevets et chacun de ses membres sans perturber les résultats de la recherche; les membres d'une famille de brevets peuvent être répertoriés et examinés dans</p>	

			un ordre configurable par l'utilisateur.	
C.1.2	L'outil de recherche des brevets inclut la recherche du texte intégral des publications concernant les brevets canadiens (CA) (abrégé, description, revendications).	15	<p>0 - Seule est disponible la recherche du texte des abrégés de toute publication concernant les brevets canadiens de 1978 à nos jours.</p> <p>5 - Seule est disponible la recherche du texte des abrégés, de la description et des revendications des publications concernant les brevets canadiens de 1978 à nos jours.</p> <p>10 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 5 points, le système couvre aussi les abrégés des documents relatifs aux brevets canadiens de 1920 à nos jours.</p> <p>15 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 10 points, le système couvre aussi les descriptions intégrales et les revendications de tous les documents relatifs aux brevets canadiens de 1920 à nos jours.</p> <p>Note : Un système présentant un délai de trois semaines pour l'indexation des nouvelles publications est considéré comme « à jour ».</p>	
C.1.3	Offre une traduction anglaise automatique du texte intégral des documents publiés en arabe, en chinois, en français, en allemand, en japonais, en coréen, en portugais, en russe ou en espagnol et faisant partie de la base de données consultable.	15	<p>0 - Une recherche du texte intégral de la traduction anglaise des documents n'est disponible pour aucune combinaison des langues mentionnées.</p> <p>1 point est attribué pour chacune des langues jusqu'à un maximum de trois langues parmi la liste de neuf langues ci-dessus pour lesquelles on peut faire une recherche de la traduction anglaise.</p> <p>2 points sont attribués pour chacune des autres langues</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

U8106-131051/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pi012

Client Ref. No. - N° de réf. du client

U8106-131051

File No. - N° du dossier

pi012U8106-131051

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

			pour lesquelles on peut faire une recherche de la traduction anglaise.	
C.1.4	Offre un accès complet aux documents non considérés comme documents de brevet selon l'alinéa 34.1(b) iii) du <i>Règlement d'exécution du PCT</i> publié par le Bureau international du PCT et résumé à l'Annexe 2 de la section 4.2 du Manuel sur l'information et la documentation en matière de propriété industrielle, document accessible à l'adresse : http://www.wipo.int/standards/fr/part_04.html	35	1 point est attribué pour chaque groupe de 5 périodiques accessibles et le score maximum est attribué si l'on a accès à la liste complète des 155 périodiques.	
Total		85		

Catégorie C.2 Recherche

	Réponse du soumissionnaire
Critères	Échelles d'attribution des cotes
Exigence cotée	Renvoi à la soumission
Max. de points	

C.2.1	Permet une recherche de citations de brevets tant en partant du brevet pour en chercher les citations qu'en partant d'une citation pour rechercher le brevet correspondant.	20	<p>0 - Il n'a pas été démontré que l'on peut rechercher des citations au-delà des exigences obligatoires définies au paragraphe O.6.</p> <p>5 - Recherche de base dans les deux sens de citations choisies* pour un seul document.</p> <p>10 - Recherche, dans les deux sens et pour un seul document, des citations par l'Office européen (EP) et par l'Office des États-Unis (US).</p> <p>15 - Recherche, dans les deux sens et pour un seul document, des citations effectuées par l'Office européen (EP), par l'Office des États-Unis (US) et par d'autres offices.</p> <p>20 - Recherche, dans les deux sens et simultanément pour plusieurs documents, des citations effectuées par l'Office européen (EP), par l'Office des États-Unis (US) et par d'autres offices.</p> <p>* « citations choisies » : incluent celles provenant de l'un des Offices européen (EP), des États-Unis (US) et d'autres nations représentées au Centre international de documentation de brevets (INPADOC).</p>	
-------	---	----	--	--

C.2.2	Offre une interface utilisateur graphique (IUG) améliorée pour l'entrée des requêtes de recherche	15	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est offerte au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.19.</p> <p>5 - Une IUG offrant un choix de champs et d'options de recherche utilisés couramment est disponible.</p> <p>10 - Une IUG offrant des champs et des options de recherche configurables par l'utilisateur ainsi qu'un affichage personnalisable est disponible.</p> <p>15 - Une IUG complète et programmable est disponible pour la personnalisation de la recherche et de l'environnement de recherche.</p>	
C.2.3	Offre une interface de ligne de commande (ILC) pour la saisie de requêtes de recherche personnalisées	15	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est offerte au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.19.</p> <p>5 - Une ILC est disponible dans le contexte du site Web et offre une fonctionnalité complète de toutes les fonctions de recherche; interface de programmation d'applications (API) limitée empêchant l'utilisation d'ILC et donnant priorité à l'IUG web.</p> <p>10 - Une ILC offrant une fonctionnalité complète de toutes les fonctions de recherche est disponible et comprend une API élaborée.</p> <p>15 - Une ILC est disponible ainsi qu'une API programmable élaborée; possibilité d'effectuer une recherche sur les résultats et de les regrouper; possibilité de programmer des interactions et des applications personnalisées et d'en afficher des résultats sous une forme utilisable.</p>	

C.2.4	Offre la possibilité d'effectuer une analyse statistique sur une série de documents (p. ex. déterminer la distribution par catégorie d'un ensemble de résultats)	15	<p>0 - L'analyse statistique n'est possible qu'hors-ligne et effectuée par l'utilisateur.</p> <p>5 - Des statistiques de base sont fournies : nombre de résultats, mots clés, pertinence.</p> <p>10 - Des statistiques de base et des rapports prédéfinis sont fournis pour l'analyse des résultats de la requête, par exemple la répartition des résultats en catégories suivant la classification utilisée (groupes classés en tête dans une liste de résultats).</p> <p>15 - Les résultats sont présentés avec l'option de les soumettre à une batterie complète de tests statistiques, p. ex. nombre de résultats, sommaire des classifications les plus fréquentes, résumés par mot clé, corrélation entre classifications, pertinence des documents; comparaison du nombre de nouveaux résultats produits par une recherche avec le nombre total de résultats obtenus durant la session, etc.</p>	
-------	--	----	---	--

C.2.5	Offre la possibilité de filtrer les recherches par champ (c.-à-d. titre, abrégé, revendication, description)	15	<p>0 - Les résultats de la recherche ne sont pas filtrables.</p> <p>5 - Les résultats de la recherche peuvent être filtrés seulement par contrôle de l'ordre dans lequel ils apparaissent.</p> <p>10 - Des filtres sont disponibles pour n'afficher que les résultats correspondant à des champs choisis*.</p> <p>15 - Des filtres arbitraires sont disponibles et peuvent être appliqués à tout champ affichable grâce à des options de filtration flexibles.</p> <p>* « des champs choisis » désigne un nombre restreint de champs : c.-à-d. date de dépôt de la demande de brevet, catégorie dans la CIB, etc.</p>	
C.2.6	Offre la possibilité de faire des recherches en utilisant plusieurs systèmes de classification (p. ex. CIB, USPC, système de classification européen (CPC), système de classification japonais des brevets (FT), etc.)	15	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est démontrée au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.13.</p> <p>5 - Possibilité de recherche selon une des classifications CIB, CPC, USPC, ou une combinaison de ces classifications.</p> <p>10 - Série complète de classifications courantes : CIB, CPC, FT, USPC.</p> <p>15 – Un point est attribué pour chaque classification supplémentaire jusqu'à concurrence de cinq points.</p>	

C.2.7	Offre la possibilité d'effectuer une recherche automatique des mots clés apparentés et des synonymes	10	<p>0 - La recherche suit toujours rigoureusement les données de l'utilisateur.</p> <p>5 - La recherche tient compte de la pluralisation courante des mots et d'un lexique simple.</p> <p>10 - La recherche utilise un lexique technique pour effectuer une recherche par mots clés dans le contexte de la pratique de l'ingénierie et de la terminologie relative aux brevets.</p>	
C.2.8	Permet d'effectuer une recherche sémantique à partir de concepts	10	<p>0 - La recherche repose de manière rigide sur la syntaxe d'une requête.</p> <p>5 - Un moteur de recherche propose certaines recommandations générales concernant des synonymes et l'orthographe.</p> <p>10 - Un moteur de recherche analyse les requêtes afin d'y repérer d'éventuelles tendances et d'en établir la signification intrinsèque, et fournit des résultats ou des recommandations ayant davantage de sens que ceux produits par la formulation standard d'une requête.</p>	
Total		115		

Catégorie C.3 Visualisation

			Réponse du soumissionnaire	
Critères Exigence cotée Max. de points			Échelles d'attribution des cotes Renvoi à la soumission	
C.3.1	Offre un affichage adapté à l'examen des brevets afin de permettre une évaluation efficace des résultats de la recherche	25	<p>0 - L'exploration de la bibliographie, des images et des mémoires descriptifs requiert plusieurs clics et plusieurs transitions entre divers écrans spécialisés.</p> <p>5 - Une sélection* de détails bibliographiques est présentée avec des images statiques représentatives et fait partie d'une liste lors de l'affichage des résultats bruts.</p> <p>10 - Un ensemble configurable de détails bibliographiques, d'éléments de l'abrége du brevet et de son mémoire descriptif, ainsi qu'un dessin représentatif ou une mosaïque de dessins ou d'autres types d'images, mais non interactifs,</p> <p>15 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 10 points, offre un champ graphique interactif qui affiche des dessins complets et détaillés ainsi que des détails visuels d'un document de brevet.</p> <p>20 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 15 points, le champ graphique interactif offre des possibilités de navigation intuitive dans un ensemble d'images de haute résolution permettant d'en analyser les caractéristiques.</p> <p>25 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 20 points, l'exploration des résultats porte sur toute une famille de documents et les requêtes qui suivent dans une même</p>	

			<p>session n'obligent pas à reconsulter les familles de documents déjà présentées et examinées.</p> <p>* « sélection », dans ce contexte, désigne la sélection statique de champs bibliographiques comme la date de dépôt de la demande, l'abrégé, le titre, et l'inventeur / demandeur.</p>	
C.3.2	Offre la possibilité de visionner simultanément et parallèlement des champs de texte et des dessins	25	<p>0 - Aucune possibilité d'examiner simultanément des détails bibliographiques et des détails graphiques.</p> <p>5 - Des détails graphiques et des données bibliographiques sont produits simultanément, mais le visionnement ou l'examen d'un type de données empêche de visionner ou d'analyser l'autre.</p> <p>10 - Un affichage graphique permet de visionner toutes les images; un affichage alphanumérique permet d'examiner tous les détails bibliographiques et le texte intégral de l'abrégé ainsi que le mémoire descriptif.</p> <p>15 - L'affichage graphique ou l'affichage du texte (un des deux) est interactif.</p> <p>20 - L'affichage graphique et l'affichage du texte (les deux) sont interactifs.</p> <p>25 - Une présentation du texte qui soit configurable et dynamique est fournie, avec marquage de texte, et juxtaposée à des images de grande qualité ayant une résolution suffisante. Le texte et les graphiques affichés fournissent des moyens interactifs qui permettent une exploration de l'ensemble des documents du brevet aussi facilement et rapidement que si l'on</p>	

			tourneait les pages d'un document imprimé.	
C.3.3	Permet à l'utilisateur d'explorer facilement et sans délai notable les pages, les documents, les champs de texte, les images, le contenu, etc.	20	<p>Échelles d'attribution des cotes selon les caractéristiques offertes :</p> <p>Points - Caractéristique</p> <p>2 - Un membre de la même famille représentatif et configurable servant à visualiser les regroupements en familles de brevets.</p> <p>2 - Navigation du membre à la famille et de la famille au membre.</p> <p>2 - Navigation entre un membre d'une même famille pas encore visualisé vers un autre membre dans les deux sens.</p> <p>2 - Navigation avant ou arrière dans les documents d'un brevet donné.</p> <p>2 - Navigation entre les brevets pas encore visualisés permettant de passer au suivant ou au précédent.</p> <p>2 - Navigation avant ou arrière grâce à un seul clic entre les images / dessins d'un même document de brevet.</p> <p>1 - Paramètres de date;</p> <p>2 - Paramètres de classification.</p> <p>Texte sélectionnable et consultable pour :</p> <p>1 – L'abrégé;</p> <p>2 - La description;</p> <p>2 - Les revendications.</p>	
C.3.4	Offre la possibilité de sélectionner et de sauvegarder les champs et/ou les images préférés comme premier niveau d'affichage au moment de l'examen des résultats d'une recherche	20	<p>0 - Les images sont affichées selon des paramètres préétablis sans tenir compte des préférences de l'utilisateur.</p> <p>5 - L'utilisateur peut définir un nombre restreint de préférences concernant l'affichage pour une session donnée.</p> <p>10 - L'utilisateur peut établir des préférences d'ordre bibliographique et concernant</p>	

			<p>les images afin de contrôler l'affichage des documents de brevets.</p> <p>15 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 10 points, l'utilisateur peut aussi configurer ses préférences concernant l'affichage et la représentation de familles entières de brevets.</p> <p>20 - Les résultats d'une recherche sont affichés dans des champs configurables par l'utilisateur et permettant de représenter des familles entières de brevets selon les paramètres bibliographiques et les préférences graphiques de l'utilisateur. Ces préférences sont sauvegardées d'une session à l'autre sans que l'utilisateur ait besoin de les reprogrammer.</p>	
C.3.5	Offre la possibilité de mettre en évidence de multiples mots clés en utilisant différentes couleurs dans un même ensemble de résultats	20	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est démontrée au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.14.</p> <p>5 - Marquage simple d'un mot clé en une seule couleur optionnelle et pouvant être activé ou désactivé.</p> <p>10 - Marquage de multiples mots clés en une seule couleur.</p> <p>15 - Marquage de multiples mots clés en plusieurs couleurs programmables.</p> <p>20 - Multiples mots clés établis grâce à des opérateurs de requête; marquage utilisant plusieurs couleurs programmables et utilisé de manière systématique dans tous les documents d'une même session.</p>	
C.3.6	Offre la possibilité de créer des listes de documents sélectionnés pour évaluation ultérieure et	20	<p>0 - On peut seulement évaluer les résultats de la recherche en cours.</p>	

	<p>recupération lors d'un examen des résultats</p>		<p>5 - Les résultats de recherches particulières sont sauvegardés en tant que listes et peuvent être examinés sans avoir à soumettre de nouveau la requête.</p> <p>10 - L'utilisateur peut créer et répertorier des listes personnalisées dans lesquelles il pourra placer des documents choisis, soit directement à partir d'une requête, soit par sélection à partir de la liste des résultats d'une requête.</p> <p>15 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 10 points, un simple clic permet de placer le document actuel affiché dans la liste.</p> <p>20 - Fonctions de soutien portant sur des listes de documents bien répertoriées où les documents se présentent dans l'état où ils étaient affichés lorsqu'ils ont été placés dans ces listes; les documents peuvent être intégralement examinés via l'interface et sont récupérables pour évaluation hors-ligne.</p>	
C.3.7	<p>Offre la possibilité de filtrer les documents déjà examinés lorsque l'on ajoute des documents à un ensemble de résultats</p>	15	<p>0 - Ne tient pas compte du fait qu'un document a déjà été examiné au cours d'une session donnée.</p> <p>5 - Un marquage permet de reconnaître, lors de l'examen d'une liste de résultats, qu'un document a été examiné ou pas durant une session antérieure.</p> <p>10 - Outre ce qui précède, l'utilisateur peut lire le nombre de documents n'ayant pas encore été examinés dans un ensemble de résultats.</p> <p>15 - Lors de la présentation des documents à évaluer durant une session, l'option</p>	

			est offerte de ne pas afficher les documents déjà examinés.	
C.3.8	Offre la possibilité de manipuler (fonctions panoramique, zoom, rotation) des images à pleine résolution d'au moins 70 ppp.	15	<p>0 - La manipulation des images n'est pas possible.</p> <p>5 - La manipulation des images est possible, mais les dessins doivent être chargés de nouveau, ou la manipulation ne peut être effectuée que par des interactions côté-serveur et en acceptant les délais afférents.</p> <p>10 - La manipulation des images est possible, mais seulement avec une ou deux des trois fonctions panoramique, zoom et rotation; les images à pleine résolution ne peuvent être manipulées ou le sont seulement lorsque la saisie de tous les paramètres de l'utilisateur est terminée.</p> <p>15 - Les images à pleine résolution peuvent faire l'objet d'une interaction dynamique comprenant les fonctions panoramique, zoom et rotation, et les résultats en sont présentés sans délai à l'utilisateur.</p>	
C.3.9	Offre la possibilité d'effectuer une recherche par mots clés propres à certains documents	15	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est démontrée au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.14.</p> <p>5 - Le marquage des mots clés se fait dans un seul document, mais les conditions du marquage ne sont pas préservées au-delà du visionnement du document.</p> <p>10 - Un simple marquage des mots clés se fait dans un seul document, et y est maintenu durant toute une session.</p> <p>15 - Les documents sont individuellement marqués à l'aide de chaînes de</p>	

			paramètres de requête utilisant des mots clés personnalisés propres à chaque document; les documents contenant un marquage spécifique sont classés dans une liste dynamique d'où ils peuvent être récupérés.	
C.3.10	Offre à l'utilisateur la possibilité de se servir de raccourcis clavier pour activer les fonctions courantes et l'exploration des résultats d'une recherche	15	<p>0 - Offre seulement des fonctions activées par pointage et cliquage.</p> <p>5 - Une sélection* de raccourcis clavier est fournie pour activer les fonctions ou les commandes courantes.</p> <p>10 - Un vaste éventail de raccourcis clavier est fourni qui permet d'activer une série de fonctions ou de commandes associées aux besoins liés à l'exploration et à l'évaluation de listes.</p> <p>15 - Des raccourcis clavier programmables peuvent être reconnus et/ou programmés afin de permettre l'exécution instantanée de certaines fonctions et de certaines commandes sans avoir à explorer des menus ou à interagir avec une interface graphique via une souris ou un autre accessoire de pointage similaire, et une telle configuration est maintenue d'une session à l'autre.</p> <p>* « sélection » désigne ici un ensemble prédéterminé et pas nécessairement configurable.</p>	
C.3.11	Offre la possibilité de visualiser simultanément plusieurs pages de dessins rassemblées dans une grille	15	<p>0 - N'offre aucune possibilité de visualiser simultanément plusieurs pages de dessins.</p> <p>5 - Possibilité d'afficher une mosaïque de dessins du même document.</p> <p>10 - Possibilité d'afficher les images d'un même</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

U8106-131051/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pi012

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

U8106-131051

pi012U8106-131051

			document dans plusieurs panneaux graphiques. 15 - Plusieurs panneaux graphiques sont disponibles et peuvent être explorés individuellement pour une visualisation simultanée ainsi qu'une manipulation et une exploration individuelles.	
Total		205		

Catégorie C.4 Historique de recherche

			Réponse du soumissionnaire	
Critères Exigence cotée Max. de points			Échelles d'attribution des cotes Renvoi à la soumission	
C.4.1	Offre la possibilité de sauvegarder les résultats d'une recherche dans un dossier de travail et d'y ajouter ou d'en soustraire des données par la suite	15	0 - Aucune fonctionnalité n'est démontrée au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.16. 5 - On ne peut ajouter des résultats aux dossiers de travail ou en soustraire, sauf si l'on exécute d'autres chaînes de recherche ou de nouvelles requêtes. 10 - Le contenu d'un dossier de travail est modifiable, mais les dossiers de travail ne sont accessibles que pour une durée limitée. 15 - Des dossiers de travail peuvent être créés en ajoutant des résultats individuels ou des groupes de résultats à un nouveau dossier. Les éléments d'un dossier de travail sont sélectionnables pour en être supprimés individuellement ou en bloc. Les dossiers de travail peuvent être récupérés d'une session à l'autre.	

C.4.2	Offre la possibilité de sauvegarder l'historique des requêtes effectuées	10	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est démontrée au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.17.</p> <p>5 - Les historiques de recherche sont sauvegardés sous forme de requêtes au moment où celles-ci sont effectuées et ces requêtes peuvent être révisées et exécutées dans le cadre d'une même session.</p> <p>10 - Les historiques de recherche sont sauvegardés pour chaque session, les chaînes de paramètres de recherche individuelles peuvent être récupérées pour être de nouveau exécutées et aux fins d'archivage en dehors de l'interface.</p>	
C.4.3	Offre la possibilité d'échanger les requêtes et les résultats avec d'autres utilisateurs	10	<p>0 - Les requêtes et les résultats ne peuvent être partagés autrement que manuellement par couper-coller.</p> <p>5 - Possibilité d'échange des requêtes entre utilisateurs pour l'examen des résultats.</p> <p>10 - L'utilisateur peut choisir certains détails d'une requête ou des résultats d'une requête et les sélectionner pour les présenter à d'autres utilisateurs, soit par courriel ou par l'intermédiaire d'une interface de messagerie de l'application, ces messages permettant aussi d'échanger des commentaires informels au sujet des résultats de la requête concernée ou de la requête elle-même.</p>	
Total		35		

Catégorie C.5 Téléchargement de documents

			Réponse du soumissionnaire	
Critères Exigence cotée Max. de points			Échelles d'attribution des cotes Renvoi à la soumission	
C.5.1	Permet le téléchargement amélioré des originaux des documents de brevets en format PDF	15	<p>0 - Aucune fonctionnalité n'est démontrée au-delà de celles qui répondent aux exigences obligatoires du paragraphe O.18.</p> <p>5 - Des documents en format PDF sont produits pour la totalité du document original, la partie textuelle ne pouvant être interrogée que lorsque l'option est spécifiquement choisie.</p> <p>10 - Des images intégrales des documents originaux sont produites en format PDF et l'indexation du texte ainsi qu'une fonctionnalité de recherche sont incluses par défaut.</p> <p>15 - Des documents en format PDF comprenant une fonctionnalité de recherche plein texte ainsi que les dessins en haute résolution des publications originales sont produits pour tous les documents de brevets publiés.</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation

U8106-131051/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pi012

Client Ref. No. - N° de réf. du client

U8106-131051

File No. - N° du dossier

pi012U8106-131051

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

C.5.2	Possibilité de télécharger les documents de brevets en bloc pour examen hors ligne	15	<p>0 - Le téléchargement en bloc de fichiers de brevets n'est pas disponible.</p> <p>5 - Le téléchargement en bloc de certains éléments des fichiers de brevets est disponible dans un format requérant un logiciel de visualisation propre au moteur de recherche.</p> <p>10 - Le téléchargement en bloc d'un nombre restreint de fichiers originaux en format PDF est disponible.</p> <p>15 - Le téléchargement en bloc d'un nombre illimité de documents originaux en format PDF est possible au moyen d'une production de liste et/ou d'une sélection par requête.</p>	
Total		30		

Catégorie C.6 Divers

			Réponse du soumissionnaire	
Critères Exigence cotée Max. de points			Échelles d'attribution des cotes Renvoi à la soumission	
C.6.1	Offre la possibilité d'utiliser des macros, des plugiciels et d'autres outils programmables par l'utilisateur pour personnaliser l'outil de recherche	15	0 - Aucun outil programmable n'est fourni hormis les formulaires de requête standard. 5 - Une automatisation de base des tâches courantes est fournie avec certaines possibilités de personnalisation; une possibilité de programmation existe au stade de pré-production, expérimental ou autre, sans documentation. 10 - Des options de programmation de macros ou d'interface de programmation d'applications (API) sont disponibles et utilisent des cadres de langage de programmation largement distribués. 15 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 10 points, une API élaborée et bien documentée est disponible et permet de générer des outils logiciels maison afin de personnaliser et d'améliorer l'outil de recherche pour répondre aux besoins spécifiques de l'OPIC; des macros avec détermination dynamique de variables sont programmables au moyen d'une interface macro.	
C.6.2	Offre des tables de classification intégrées donnant les définitions des principales classifications (CIB, USPC, CPC et FT)	15	0 - Aucune table de classification intégrée n'est fournie. Un renvoi à des sites externes est requis. 5 - Des données de classification sont intégrées au moyen d'un outil distinct qui porte spécifiquement sur les paramètres de	

			<p>classification. Un nombre restreint de systèmes de classification des brevets est inclus.</p> <p>10 - Un accès intégré aux tables de classification est fourni pour les systèmes CIB, CPC, USPC et FT.</p> <p>15 - Une interface totalement intégrée donnant accès aux classifications est fournie et permet d'effectuer des recherches et d'obtenir les détails au sujet des diverses classifications, y compris des tables de concordance, le tout exigeant une interaction minimale.</p>	
C.6.3	Fournit des traductions automatiques sur demande	15	<p>0 - Aucun service de traduction des documents de brevets n'est fourni.</p> <p>5 - Une traduction anglaise des documents de brevets est fournie pour un sous-ensemble des langues suivantes : allemand, français, suédois, japonais, coréen, russe, néerlandais et mandarin.</p> <p>10 - Des services de traduction anglaise de l'intégralité du texte des documents de brevets sont fournis pour les langues suivantes : allemand, français, suédois, japonais, coréen, russe, néerlandais et mandarin.</p> <p>15 - En plus des caractéristiques ci-dessus méritant 10 points, des fonctionnalités de traduction supplémentaires sont disponibles et les versions intégrales du texte des mémoires descriptifs et des abrégés des brevets sont fournies, sur demande, en français ou en anglais selon le choix de l'utilisateur.</p>	
C.6.4	Fournit une reconnaissance optique des caractères (ROC) d'un document donné	15	<p>0 - Aucune ROC des images de documents de brevets n'est disponible.</p>	

			<p>5 - La ROC est disponible pour certaines parties des documents;</p> <p>10 - La ROC est disponible pour convertir l'intégralité des mémoires descriptifs des documents originaux de brevets, mais elle n'est pas intégrée de manière à être activée sur demande.</p> <p>15 - Un moteur de ROC intégré est fourni de manière à convertir, sur demande, l'image des documents en document texte, y compris les marquages de texte à l'écran.</p>	
C.6.5	Offre une compatibilité avec des systèmes externes de génération de requêtes ou d'analyse de résultats	5	<p>0 - Aucune possibilité d'importation ou d'exportation de requêtes ou de résultats n'est fournie.</p> <p>5 - Il est possible de créer des requêtes en dehors de l'application et de les importer via une interface d'importation afin de pouvoir les exécuter. De manière similaire, il est possible d'exporter des résultats de recherche sous forme de texte ou dans une syntaxe de langage portable comme le langage de balisage extensible (XML) afin de faciliter leur évaluation, leur manipulation ou leur archivage ultérieur.</p>	
Total		65		

Catégorie C.7 Rendement

	Réponse du soumissionnaire
Critères	Échelles d'attribution des cotes
Exigence cotée	Renvoi à la soumission
Max. de points	

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

U8106-131051/A

pi012

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

U8106-131051

pi012U8106-131051

C.7.1	Vitesse de saut de page évaluée expérimentalement en se servant des comptes d'utilisateur réservés aux essais en ligne.	30	0 - Une performance dépassant les exigences obligatoires M2 n'a pas été démontrée. 10 - 1 à 0,8 seconde / saut de page 20 - 0,8 à 0,5 seconde / saut de page 30 - < 0,5 seconde / saut de page	
Total		30		